

communiqué de presse

DEPENSES POUR LA CONSTRUCTION A GENEVE : FORTE AUGMENTATION EN 1983 ET BONNES PERSPECTIVES POUR 1984

Comme chaque année, le service cantonal de statistique (SCS) a effectué dans le canton de Genève l'enquête de l'office fédéral des questions conjoncturelles (OFQC) concernant les dépenses pour les constructions réalisées durant l'année écoulée et celles prévues pour l'année en cours. La publication des résultats provisoires est suffisamment significative car ils représentent, selon l'expérience des années précédentes, environ 95% des montants définitifs. L'essentiel de la différence est dû aux travaux des administrations fédérales à Genève qui ne sont pas enregistrés par le SCS, mais directement par l'OFQC. Cette enquête est la plus complète en la matière dans la mesure où elle couvre aussi bien le secteur privé que le secteur public, quel que soit le type de travaux (génie civil, construction neuve, rénovation...). Pour sa réalisation, le SCS envoie à toutes les communes et services publics concernés une formule portant non seulement sur les opérations de construction neuve et de transformation/rénovation, mais également sur les travaux d'entretien, répartis en trois catégories : génie-civil, routes et bâtiments. En revanche, pour le secteur privé, l'entretien léger n'est pas compris. En effet, le relevé pour ce secteur étant organisé sur la base des requêtes en autorisation de construire, seuls les travaux nécessitant cette démarche sont pris en considération pour l'envoi d'un questionnaire auprès des mandataires (architectes, ingénieurs) ou des requérants privés.

Au vu de ces premiers résultats, l'activité du secteur de la construction, dans le canton de Genève, s'est fortement accrue en 1983 et cette augmentation semble devoir se poursuivre en 1984 et 1985.

RESULTATS PRINCIPAUX

Le montant total dépensé a passé de 1 550 millions de francs en 1982 à 1 756 millions de francs en 1983, soit une augmentation de 13,3%. Simultanément, l'indice zurichois du coût de la construction (base avril 1977 = 100) passait de 133,8 au 1er octobre 1982 à 129,6 au 1er octobre 1983, soit un recul de 3,1%. En admettant que cet indice puisse être appliqué à Genève et compte tenu de sa baisse, l'accroissement, en termes réels, s'établit à 17,0%. Les sommes dépensées en 1983, 1 756 millions, représentent, en francs constants, 90,2% du résultat le plus élevé, enregistré par le SCS en 1972, et qui correspond en francs 1983 à 1 946 millions.

Quant aux sommes prévues, le montant total s'élève à 2 060 millions de francs pour 1984 contre 1 833 millions de francs en 1983, soit une augmentation de 12,4% en valeur nominale. Cette augmentation traduite en termes réels (c'est-à-dire en comparant l'évolution en francs 1983 des sommes prévues lors des enquêtes 1983 et 1984) est de 17,0%. Ce dernier pourcentage ne doit pas être considéré comme une prévision de croissance pour 1984, mais comme une valeur indicative, à laquelle s'ajoutent d'autres éléments (taux de réalisation, indice du coût de la construction). A ce titre, étant donné l'inexistence d'un tel indice à Genève, il est totalement justifié de déflater les dépenses annuelles de construction selon l'indice zurichois afin d'obtenir un volume général comparable dans le temps.



Toutefois, il faut garder à l'esprit que si sur une longue période, l'évolution globale ne doit pas varier énormément entre Genève et Zurich, en revanche des décalages, conjoncturels, limités dans le temps, peuvent se produire. C'est probablement ce qui se passe actuellement, où l'on enregistre à Zurich depuis trois relevés, un recul de l'indice, alors qu'à Genève, selon l'estimation de professionnels, on doit plutôt parler de stabilisation des prix.

Le "taux de réalisation", qui est simplement le rapport des sommes dépensées sur les sommes prévues, indexées selon l'indice zurichois, puisqu'elles apparaissent lors de l'enquête précédente, est passé de 86,0% en 1982 à 98,9% en 1983. Ce taux est le plus élevé que le SCS ait enregistré depuis 1970, la moyenne étant, pour cette période, de 86,3%. Le "taux de réalisation", dont la signification reste relativement abstraite, dans le sens où il ne s'agit pas simplement de la réalisation (ou non) des projets prévus, mais également de la réalisation de projets non prévus précédemment, peut varier sensiblement d'une année à l'autre. Néanmoins, il reste un facteur explicatif important de l'évolution des montants dépensés. Pour illustrer ce qui est dit ci-dessus, 193,6 millions de francs de travaux non prévus (ou annoncés !) lors de l'enquête au début 1983 ont été réalisés durant cette année. Ils se répartissent de la manière suivante : 150,2 millions pour le secteur privé et 43,4 millions pour le secteur public.

A partir de l'enquête de 1983, l'OFQC a décidé de recenser les dépenses des travaux prévus non seulement pour l'année en cours, mais également pour les deux années qui suivent, afin d'augmenter l'aspect prévisionnel de cette statistique. En rapportant les perspectives des deux années suivantes aux prévisions pour l'année en cours, on s'aperçoit, lors de l'enquête de 1983, que les montants prévus pour 1984 et 1985 représentaient respectivement 64,1% et 36,4% des sommes de 1983. En 1984, les pourcentages pour 1985 et 1986 s'élèvent à 83,1% et 36,5%. La comparaison de ces deux séries permet de prévoir que l'évolution positive enregistrée lors de cette dernière enquête devrait se poursuivre en 1985 et 1986.

REPARTITION ENTRE LE SECTEUR PUBLIC ET LE SECTEUR PRIVE

En 1983, la répartition des dépenses entre les secteurs public et privé a été la suivante : 532 millions, soit 30,3%, pour le secteur public et 1 224 millions, soit 69,7%, pour le secteur privé. Les prévisions pour 1984 s'élèvent à 664 millions, soit 32,2%, pour le secteur public et 1 396, soit 67,8% pour le secteur privé. Quant aux travaux d'entretien du secteur public, ils se sont élevés à 73 millions de francs en 1983, représentant 4,2% de l'ensemble des dépenses, alors que les prévisions pour 1984 atteignent 81 millions de francs, soit 3,9%.

Tableau 1

Evolution des dépenses de construction, en millions de francs, à Genève depuis 1970

	Dépenses de construction en valeur nominale		Indice ¹⁾ zurichoïis du coût de la construction oct.66=100	Dépenses de construction en francs 1983		Taux de réalisation en %
	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé	
	Mio F			Mio F		
1970	1 084	906	108,2	2 099	1 574	75,0
1971	1 228	1 118	120,6	2 133	1 747	81,9
1972	1 568	1 372	134,1	2 450	1 946	79,4
1973	1 655	1 484	147,7	2 347	1 931	82,3
1974	1 485	1 291	161,0	1 932	1 571	81,3
1975	1 172	1 071	172,2	1 426	1 382	96,9
1976	1 165	1 069	162,3	1 504	1 412	93,9
1977	1 273	1 076	158,6	1 682	1 369	81,4
1978	1 120	1 076	164,6	1 425	1 347	94,5
1979	1 216	1 113	167,3	1 523	1 326	87,1
1980	1 365	1 200	175,9	1 626	1 312	80,7
1981	1 547	1 499	191,6	1 691	1 498	88,6
1982	1 746	1 550	209,6	1 745	1 501	86,0
1983	1 833	1 756	216,4	1 775	1 756	98,9
1984	2 060	.	209,5	2 060	.	.

Tableau 2

Perspectives comparées entre les enquêtes de 1983 et 1984

	Dépenses prévues en valeur nominale			
	1983	1984	1985	1986
	mio F			
Enquête de 1983	1 833	1 175	667	.
Enquête de 1984	.	2 060	1 712	752

1) L'indice utilisé est toujours celui d'octobre de l'année précédant l'enquête.

Graphique 1

Evolution des dépenses de construction prévues et réalisées en valeur nominale et en francs 1983 depuis 1970 (millions de F)

